

B 321-560-120(81250)

- A 1022 -

**D'UN ACTE RECU PAR ME JOSEPH DE RODAT,
NOTAIRE A LA PRIMAUBE, COMMUNE DE LUC
(AVEYRON) LE 29 JUILLET 1996, ENREGISTRE A RODEZ LE
31 JUILLET 1996, BORDEREAU 577/5, IL A ETE
LITTERALEMENT EXTRAIT CE QUI SUIT :**

DONATION PARTAGE MIQUEL

29 juillet 1996

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT SEIZE
Le vingt-neuf juillet
A LA PRIMAUBE, en l'Etude,

Maître Joseph de RODAT, Notaire à La Primaube, commune de Luc (Aveyron),
soussigné,

A reçu en la forme authentique le présent acte de **DONATION A TITRE DE
PARTAGE ANTICIPE**, à la requête des personnes ci-après nommées :

Il est expressément convenu que dans les conventions qui vont suivre, le mot
"DONATEUR" désignera l'ensemble des anciens propriétaires et le mot "DONATAIRE",
l'ensemble des nouveaux propriétaires, tous plus amplement dénommés, qualifiés et
domiciliés ci-après.

Les engagements pris en vertu des présentes conventions sont stipulés solidaires et
indivisibles.

En cas de décès d'une personne, partie au présent acte, il y aura solidarité entre ses
héritiers et ses ayants droit, pour l'exécution de toutes les obligations présentement mises à
sa charge.

IDENTIFICATION DES PARTIES

Les personnes requérantes, parties au présent acte, sont :

DONATEUR

Madame **KUHN** Jacqueline Louise Henriette, sans profession, veuve en premières
noces non remariée de Monsieur **MIQUEL** Roger, demeurant à La Boissonnade, commune

de Luc (Aveyron) ;

Née au Monastère-sous-Rodez (Aveyron) le 10 août 1934.

Il est ici précisé que c'est à tort et par erreur, que dans l'acte de vente reçu par Me Régis LAVILLE, Notaire associé à Rodez (Aveyron) le 24 juin 1992, dont une expédition a été publiée à la conservation des hypothèques de Rodez le 1er juillet 1992, volume 1992P n°3596, Mme KUHN Jacqueline a été nommée "KHUN", alors qu'en réalité son nom est : "KUHN", ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné par un extrait de son acte de naissance.

Dénommée dans le présent acte "Le DONATEUR".

DONATAIRES

1°) Monsieur MIQUEL Thierry Martin Guy, salarié, époux de Madame BAUREZ Christine, demeurant à Moussens, commune de Luc (Aveyron) ;

Né à Rodez (Aveyron) le 20 décembre 1963.

Marié, en uniques noces avec Mme BAUREZ, sous le régime conventionnel de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me Pierre-Adrien GOURCEAUD, Notaire à Rodez (Aveyron) le 18 juillet 1992, préalablement à leur union célébrée à la Mairie de Luc (Aveyron) le 8 août 1992, sans modification depuis lors.

2°) Madame MIQUEL Corinne Michèle Jacqueline, sans profession, épouse de Monsieur LASSAILLY Patrice, demeurant à Pont-de-Salars (Aveyron), lieudit "Crespiagnet" ;

Née à Rodez (Aveyron) le 7 janvier 1966.

Marié, en uniques noces avec M. LASSAILLY sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de Sainte-Juliette-sur-Viaur (Aveyron) le 10 août 1985, sans modification depuis lors.

3°) Monsieur MIQUEL Olivier André Thierry, salarié, célibataire, demeurant à La Boissonnade, commune de Luc (Aveyron) ;

Né à Rodez (Aveyron) le 21 janvier 1975.

Dénommés dans le présent acte "Le DONATAIRE" ou "Le DONATAIRE COPARTAGEANT".

PRESENCE OU REPRESENTATION DES PARTIES

Toutes les parties sont présentes à l'acte.

EXPOSE

1°) Mariage et enfants du donateur

Le DONATEUR et son conjoint, Monsieur MIQUEL Roger Abel Augustin, né à Rulhac-Saint-Cirq (Aveyron) le 10 mai 1935, demeurant à La Boissonnade, commune de Luc (Aveyron), étaient mariés, en uniques noces, initialement sous l'ancien régime légal de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de Luc (Aveyron) le 26 décembre 1962, mais ayant adopté le régime de la séparation de biens aux termes d'un acte reçu en l'Etude de Me LAVILLE et COMBRET, notaires associés à Rodez (Aveyron), le 15 décembre 1980, homologué par jugement du Tribunal de Grande Instance de Rodez en date du 6 novembre 1981, mentionné en marge de son acte de mariage. Ce dernier régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

De leur union sont nés trois enfants, tous DONATAIRES-COPARTAGEANTS.

2°) Décès du conjoint du donateur

M. MIQUEL Roger, susnommé, conjoint du DONATEUR, est décédé à son domicile, commune de Luc (Aveyron) le 30 septembre 1995, laissant pour recueillir sa succession :

a) Son conjoint, DONATEUR aux présentes, avec lequel il était marié sous le régime de la séparation de biens ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

- Donataire à son choix pour le cas (arrivé) d'existence d'enfants, soit de la pleine propriété de la quotité disponible de droit commun, soit d'un quart en pleine propriété et des trois autres quarts en usufruit, soit de la totalité de la succession en usufruit, soit encore d'un quart en pleine propriété et un quart en usufruit, aux termes d'un acte reçu par Me Régis LAVILLE, Notaire associé à Rodez (Aveyron), le 15 décembre 1980, enregistrée, dont une expédition est demeurée à l'acte de notoriété ci-après visé.

- Et usufruitier légal du quart des biens composant sa succession en vertu de l'article 767 du Code civil, sauf à confondre cet usufruit avec celui donation précitée.

b) Ses trois enfants issus de son union avec Mme KUHN Jacqueline, seuls et uniques présomptifs héritiers pour le tout ou divisément chacun pour un tiers, sauf les droits revenant à leur mère, savoir : Mme MIQUEL/LASSAILLY et MM. MIQUEL Thierry et Olivier, tous trois comparants aux présentes.

Telle que cette dévolution successorale résulte d'un acte de notoriété dressé par le Notaire soussigné le 29 mars 1996, étant ici précisé que Mme KUHN Jacqueline, veuve de M. MIQUEL a, dans le même acte de notoriété, déclaré vouloir opter pour l'usufruit de l'universalité des biens composant la succession.

Il est ici précisé, que la présente donation partage intervenant dans les dix mois du décès de M. MIQUEL Roger, il n'a pas été dressé d'attestation immobilière constatant la transmission des biens et droits immobiliers qui dépendent de sa succession qui consistent uniquement à ceux faisant l'objet des présentes, le tout conformément à l'article 29 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955.

3°) Indivision post-communautaire

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, M. et Mme MIQUEL étaient à l'origine mariés sous l'ancien régime légal de la communauté de biens meubles et acquêts, puis ont adopté le régime de la séparation de biens, changement homologué par le Tribunal de Grande Instance de Rodez le 6 novembre 1981.

Au jour du décès de M. MIQUEL, le partage de la communauté ayant existée entre lui et son épouse n'avait pas été réalisé. Par suite, à ce jour, Mme MIQUEL et ses enfants se trouvent en indivision tant post-communautaire que post-successorale.

Il s'ensuit :

* Que tous les biens existant au jour de l'homologation du changement de régime matrimonial se sont trouvés être en indivision entre M. et Mme MIQUEL/KUHN.

* Que tous les biens acquis depuis ladite homologation appartiennent à l'époux acquéreur, sauf, s'il y a lieu, à verser une indemnité de rétablissement à l'autre époux.

4°) Composition du patrimoine post-communautaire

A/ Parts de la S.A.R.L. TRANS ROUERGUE MANUTENTION

Suivant acte reçu par Me Régis LAVILLE, Notaire associé à Rodez, le 1er avril 1981, a été constituée une société à responsabilité limitée dénommée "TRANS ROUERGUE MANUTENTION", par abréviation "TRM", au capital de 150.000,00 F, divisé en 1.500 parts d'une valeur nominale de 100 F chacune, dont le siège est à La Boissonnade, commune de Luc (Aveyron), constituée pour une durée de 99 ans à compter du 4 juin 1981, immatriculée au R.C.S. RODEZ sous le n°B 321 560 120 (81B50).

Cette société a été constituée avant l'homologation du changement de régime matrimonial, aux termes duquel l'apport de M. MIQUEL n'était que de 6.000,00 F en représentation desquels il a été attribué 60 parts numérotées de 1 à 60, qui font partie de l'indivision post-communautaire.

Lors de cette même constitution il a été attribué à Mme MIQUEL 30 parts, numérotées de 61 à 90 inclus, en représentation d'un apport de la somme de 3.000,00 F, provenant également de l'ancienne communauté, qui font partie également partie de l'indivision post-communautaire.

Suivant acte sous seing privé en date du 1er avril 1988, enregistré à Rodez le 20 avril 1988, bordereau 311/5, Mme MIQUEL Michèle a cédé à M. MIQUEL Roger 9 parts détenues par elle dans ladite société et numérotées de 101 à 109, moyennant un prix de 4.050,00 F financé au moyen de deniers personnels de M. MIQUEL ainsi qu'il est reconnu par tous les comparantes.

Lors d'une augmentation de capital intervenue aux termes d'une assemblée générale ordinaire de la société en date du 27 mai 1988, M. MIQUEL a apporté la somme de 65.000,00 F au moyen du débit de son compte courant dans la société et lui appartenant personnellement ainsi qu'il est reconnu par toutes les parties comparantes, en contre partie de laquelle il lui a été attribué 650 parts numérotées de 201 à 850 inclus.

Il est ici précisé, que c'est à tort et par erreur qu'il a été indiqué dans cette assemblée générale qu'il était attribué à M. MIQUEL Roger les parts numéros de 201 à 870 inclus, alors qu'en réalité il s'agit des parts numérotées de 201 à 850 inclus, représentant les 65.000,00 F de son apport pour l'augmentation de capital, et que les parts numérotées de 851 à 870 inclus appartiennent à M. MIQUEL Thierry.

Par suite de ce qui vient d'être dit :

M. et Mme MIQUEL/KUHN étaient copropriétaires de 90 parts de ladite société, numérotées de 1 à 90 inclus, les autres 659 parts, numérotées de 101 à 109 inclus et 201 à 850 inclus appartenant personnellement à M. MIQUEL.

B/ Compte courant de M. MIQUEL dans la SARL TRM

Les parties comparantes déclarent ici qu'au jour du décès de M. MIQUEL, ce dernier détenait dans la S.A.R.L. TRANS ROUERQUE MANUTENTION, ci-dessus analysée, un compte courant présentant un solde créditeur de 283.245,00 F.

C/ Parts de la S.C.I. LES CAZALS

Suivant acte reçu par Me de RODAT, Notaire soussigné, le 22 avril 1995, il a été constitué une société civile immobilière dénommée "LES CAZALS", au capital de 10.000,00 F, divisé en cent parts d'une valeur nominale de 100 F chacun, dont le siège social est à La Boissonnade, commune de Luc (Aveyron), constituée pour une durée de 50 ans à compter du 11 mai 1995, immatriculée au R.C.S. RODEZ N°400 931 903 (95D 88).

Lors de la constitution de cette société, M. MIQUEL a apporté la somme de 9.700,00 F, lui provenant de gains personnels, en contre-partie de laquelle il lui a été attribué 97 parts sociales numérotées de 1 à 97.

D/ Fonds de commerce

Dans l'année 1958, M. MIQUEL Roger avait créé un fonds de commerce industriel et commercial de travaux publics, manutention, transports publics de marchandises, récupération de déchets industriels, achats, vente de tous métaux ferreux et non ferreux et de tous matériels d'occasion, pour lequel il était alors immatriculé au R.C.S. de RODEZ sous le n°A 425 871 449 (58A144).

En raison du défaut de contrat de mariage préalable à son union avec Mme KUHN, célébrée comme il a été dit ci-dessus à la mairie de Luc le 26 décembre 1962, ce fonds s'est trouvé dépendre de la communauté de biens meubles et acquêts régissant leur union et qu'à défaut de partage après le changement de régime matrimonial, ce même fonds se trouve faire partie de l'indivision post-communautaire.

Il est ici précisé que suivant acte reçu par Me LAVILLE, Notaire à Rodez, le 1er avril 1981, M. MIQUEL Roger a confié à la SARL TRANS ROUERQUE MANUTENTION, à titre de location-gérance ledit fonds de commerce, avec à titre accessoire les locaux situés à La Boissonnade, commune de Luc, consistant en un bâtiment à usage de bureau en rez-de-chaussée, archives et pièces détachées au 1er, un atelier

d'entretien et réparation, un vaste hangar ouvert au midi et terrain devant les bâtiments et à la suite de ceux-ci.

Cette location-gérance a été consenti moyennant un mensuel détaillé à l'acte, représentant aujourd'hui une valeur mensuelle hors taxes de 10.946,09 F, s'appliquant à hauteur de 4.221,85 F HT à la partie construction et à la partie fonds de commerce éléments incorporels, pour 6.724,24 F HT.

CECI EXPOSE, le DONATEUR déclare que depuis le décès de son conjoint, il est resté en possession de tous les biens composant l'indivision post-communautaire ayant existée entre lui et son conjoint prédécédé, et de ceux dépendant de la succession particulière de celui-ci, qu'il a gérée tant activement que passivement en raison de sa qualité d'usufruitier résultant de la donation entr'époux susvisée.

Pour mettre fin à cette situation et désirant favoriser l'établissement de ses trois enfants et éviter toutes difficultés susceptibles de s'élever entre eux lors du règlement de sa succession, le DONATEUR a proposé aux DONATAIRES-COPARTAGEANTS de leur faire donation des biens ci-après indiqués, sous les conditions suivantes :

a) Que les DONATAIRES-COPARTAGEANTS ne lui réclament aucun compte de sa gestion ; à ce sujet, ils déclarent en avoir une parfaite connaissance et lui en donner, en cas de besoin, décharge et quittance ;

b) Qu'ils réunissent aux biens donnés tant les biens et droits recueillis dans la succession de leur père que de toutes indemnités pouvant en dépendre, afin de procéder entre eux au partage de l'ensemble, sans considération d'origine ;

DONATION-PARTAGE

Le DONATEUR, par les présentes, fait donation entre vifs à titre de partage anticipé, conformément aux dispositions des articles 1075 et suivants du Code Civil.

Aux DONATAIRES-COPARTAGEANTS, ses seuls présomptifs héritiers, donataires pour parts égales et qui acceptent expressément, des biens lui appartenant en propre et des parts et portions lui appartenant tant dans les biens de communauté que dans les biens propres de son conjoint décédé.

MASSE DES BIENS DONNES

La masse des biens donnés comprend :

1°) Les droits en usufruit (recueillis dans la succession de son mari) évalués à 2/10° compte tenu de l'âge du donateur (- de 70 ans) portant sur :

a) Les 659 parts, numérotées de 101 à 109 inclus et 201 à 850 inclus, de la S.A.R.L. TRANS ROUERGUE MANUTENTION ci-dessus analysée dans l'exposé qui précède.

Lesdits droits évalués à

(A toutes fins utiles il est ici précisé que les parts sur lesquels

131,80 F

portent les droits donnés ont une valeur en pleine propriété de 659,00 F).

b) Les 97 parts, numérotées de 1 à 97, de la S.C.I. LES CAZALS ci-dessus analysée dans l'exposé qui précède.

Lesdits droits évalués à

1.940,00 F

(A toutes fins utiles il est ici précisé que les parts sur lesquels portent les droits donnés ont une valeur en pleine propriété de 9.700,00 F).

c) Le compte courant détenu par M. MIQUEL dans la S.A.R.L. TRANS ROUERGUE MANUTENTION.

Lesdits droits évalués à la somme de

56.649,00 F

(A toutes fins utiles il est ici précisé que le compte sur lequel portent les droits donnés est d'un montant de 283.245,00 F).

2°) Ses droits en pleine propriété, soit moitié, et ses droits en usufruit, soit 2/10° sur l'autre moitié, portant sur les 90 parts indivises comme provenant de l'indivision post-communautaire, numérotées de 1 à 90 inclus, de la S.A.R.L. TRANS ROUERGUE MANUTENTION ci-dessus analysée dans l'exposé qui précède.

Lesdits droits évalués à

54,00 F

(A toutes fins utiles il est ici précisé que les parts sur lesquels portent les droits donnés ont une valeur en pleine propriété de 90,00 F).

5°) Ses droits en nue-propriété, évalués à 8/10° compte tenu de son âge, portant sur la moitié du fonds de commerce industriel et commercial de travaux publics, manutention, transports publics de marchandises, récupération de déchets industriels, achats, vente de tous métaux ferreux et non ferreux et de tous matériels d'occasion, pour lequel il était alors immatriculé au R.C.S. de RODEZ sous le n°A 425 871 449 (58A144), évalués à

88.000,00 F

Ledit fonds comprenant uniquement l'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés, aucun mobilier et matériel ne s'y trouvant rattachés.

Ledit fonds d'une valeur en pleine propriété de 220.000,00 F.

TOTAL de la masse des biens donnés

417.258,32 F

Revenant pour un tiers à chacun des donataires-copartageants,

soit

139.086,11 F

MASSE DES BIENS A PARTAGER COMME PROVENANT DE LA SUCCESSION DE M. MIQUEL

La masse à partager comprend :

1°) Les droits en nue-propriété, (évaluée vu l'âge de Mme KUHN/MIQUEL, usufruitière de - de 70 ans, à 8/10°) portant sur :

a) Les 659 parts, numérotées de 101 à 109 inclus et 201 à 850 inclus, de la S.A.R.L. TRANS ROUERGUE MANUTENTION ci-dessus analysée dans l'exposé qui précède.

Lesdits droits évalués à

527,20 F

(A toutes fins utiles il est ici précisé que les parts sur lesquels portent les droits à partager ont une valeur en pleine propriété de 659,00 F).

b) Les 97 parts, numérotées de 1 à 97, de la S.C.I. LES CAZALS ci-dessus analysée dans l'exposé qui précède.

Lesdits droits évalués à

7.760,00 F

(A toutes fins utiles il est ici précisé que les parts sur lesquels portent les droits donnés ont une valeur en pleine propriété de 9.700,00 F).

c) Le compte courant détenu par M. MIQUEL dans la S.A.R.L. TRANS ROUERGUE MANUTENTION.

Lesdits droits évalués à la somme de

226.596,00 F

(A toutes fins utiles il est ici précisé que le compte sur lequel portent les droits donnés est d'un montant de 283.245,00 F).

3°) Les droits en nue-propriété, évalués à 8/10°, portant sur la moitié des 90 parts indivises comme provenant de l'indivision post-communautaire, numérotées de 1 à 90 inclus, de la S.A.R.L. TRANS ROUERGUE MANUTENTION ci-dessus analysée dans l'exposé qui précède.

Lesdits droits évalués à

36,00 F

(A toutes fins utiles il est ici précisé que les parts sur lesquels portent les droits donnés ont une valeur en pleine propriété de 90,00 F).

4°) Les droits en nue-propriété portant sur la moitié du fonds de commerce industriel et commercial de travaux publics, manutention, transports publics de marchandises, récupération de déchets industriels, achats, vente de tous métaux ferreux et non ferreux et de tous matériels d'occasion, pour lequel il était alors immatriculé au R.C.S. de RODEZ sous le n°A 425 871 449 (58A144), évalués à

88.000,00 F

Ledit fonds comprenant uniquement l'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés, aucun mobilier et matériel ne s'y trouvant rattachés.

Ledit fonds d'une valeur en pleine propriété de 220.000,00 F.

TOTAL de la masse des biens à partager comme provenant de la succession de M. MIQUEL

1.426.853,26 F

Revenant pour un tiers à chacun des donataires-copartageants, soit

475.617,75 F

Tel au surplus que le tout existe, s'étend, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances, appartenances, immeubles par destination et mitoyennetés, sans aucune exception ni réserve, autres que celles pouvant être ci-après stipulées sous le paragraphe "Charges et conditions particulières".

ORIGINE DE PROPRIETE

Les parties entendent se référer à celle figurer dans l'exposé qui précède, étant ici rappelé que le présent partage a lieu dans les dix mois du décès de M. MIQUEL, et qu'il n'y a pas lieu en conséquence de dresser l'acte d'attestation immobilière prévu par la loi, le tout conformément à l'article 29 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955.

PARTAGE

DROITS DES PARTIES

La masse à partager ressort à	1.844.111,58 F
Revenant pour un tiers à chaque donataire-copartageant,	
soit	614.703,86 F

ETABLISSEMENT DES LOTS ET ATTRIBUTION

Du consentement de toutes les parties, le partage des biens compris dans la masse ci-dessus établie a été réalisé par la formation de lots et leur attribution aux DONATAIRES-COPARTAGEANTS, de la manière suivante :

PREMIER LOT

Le premier lot comprend :

La pleine propriété des 374 parts, numérotées de 1 à 90 inclus, 101 à 109 inclus et 201 à 475 inclus, de la S.A.R.L. TRANS ROUERGUE MANUTENTION pour 374,00 F

DEUXIEME LOT

Le deuxième lot comprend :

La pleine propriété des 375 parts, numérotées de 476 à 850 inclus, de la S.A.R.L. TRANS ROUERGUE MANUTENTION pour 375,00 F

TROISIEME LOT

Le troisième lot comprend :

La pleine propriété des 49 parts, numérotées de 1 à 49 inclus, de la S.C.I. MIQUEL pour 4.900,00 F

QUATRIEME LOT

Le quatrième lot comprend :

La pleine propriété des 48 parts, numérotées de 50 à 97 inclus, de la S.C.I. MIQUEL pour 4.800,00 F

CINQUIEME LOT

Le CINQUIEME lot comprend :

La pleine propriété du compte courant ouvert au nom de M. MIQUEL Roger dans la S.A.R.L. TRANS ROUERGUE MANUTENTION pour 283.245,00 F

NEUVIEME LOT

Le neuvième lot comprend :

La nue-propriété du fonds de commerce industriel et commercial de travaux publics, manutention, transports publics de marchandises, récupération de déchets industriels, achats, vente de tous métaux ferreux et non ferreux et de tous matériels d'occasion, évaluée à 176.000,00 F

ATTRIBUTION DES LOTS

Les lots ainsi formés par les parties sont attribués aux DONATAIRES-COPARTAGEANTS, savoir :

- M. MIQUEL Thierry

Pour remplir M. MIQUEL Thierry, qui accepte, de ses droits, il lui est attribué par ses frère et soeur, LES PREMIER ET TROISIEME LOTS ET LA MOITIE INDIVISE DES CINQUIEME, NEUVIEME ET DIXIEME LOTS, ensemble pour une valeur totale de 674.896,50 F

A charge pour lui de verser une soulte de -60.192,64 F

Reste égal à ses droits : 614.703,86F

- M. MIQUEL Olivier

Pour remplir M. MIQUEL Olivier, qui accepte, de ses droits, il lui est attribué par ses frère et soeur, LES DEUXIEME ET QUATRIEME LOTS ET LA MOITIE INDIVISE DES CINQUIEME, NEUVIEME ET DIXIEME LOTS, ensemble pour une valeur totale de 674.797,50F

A charge pour lui de verser à une soulte de -60.093,64F

Reste égal à ses droits : 614.703,86F

- Mme MIQUEL/LASSAILLY Corinne

Pour remplir Mme MIQUEL-LASSAILLY Corinne, qui accepte, de ses droits, il lui est attribué par ses frères, LES SIXIEME, SEPTIEME et HUITIEME LOTS, pour une valeur globale de 494.417,58F

Et le montant des soultes ci-dessus mises à la charge de ses co-partageants, soit la somme totale de 120.286,28F

Total égal à ses droits : 614.703,86F

PAIEMENT DES SOULTES

M. MIQUEL Thierry a, à l'instant même, payé à Mme LASSAILLY, qui le reconnaît et lui en donne quittance, la somme de 60.192,64 francs, montant de la soulte stipulée ci-dessus.

M. MIQUEL Olivier a, à l'instant même, payé à Mme LASSAILLY, qui le reconnaît et lui en donne quittance, la somme de 60.093,64 francs, montant de la soulte stipulée ci-dessus.

Ces paiements ont été faits, par la comptabilité du Notaire soussigné.

DONT QUITTANCE

ACCEPTATION DE LA DONATION-PARTAGE

Cette donation-partage est expressément consentie par le DONATEUR et acceptée les DONATAIRES-COPARTAGEANTS ou leurs représentants, ainsi qu'il est dit plus haut.

Et, plus spécialement, chaque DONATAIRE-COPARTAGEANT déclare accepter le lot qui lui échoit et faire en faveur des autres DONATAIRES-COPARTAGEANTS tous abandonnements et dessaisissements nécessaires.

PROPRIETE

Les DONATAIRES-COPARTAGEANTS seront propriétaires à compter de ce jour, des biens donnés compris dans leur attribution.

JOUISSANCE

Chacun des attributaires des lots ci-dessus attribués, en aura la jouissance à compter du jour du décès du donateur lequel s'en réserve l'usufruit sa vie durant, à l'exception des **PREMIER, DEUXIEME, TROISIEME, QUATRIEME, CINQUIEME, SIXIEME, SEPTIEME et HUTTIEME LOTS**, dont les donataires co-partageants attributaires en aura la jouissance à compter de ce jour, par la prise de possession réelle et immédiate, les biens en étant la représentation étant libres de toute location ou occupation, autre que le droit d'usufruit légal de Mme BRIANE veuve MIQUEL grevant le lot huitième.

MODALITES D'EXERCICE DE L'USUFRUIT

Le DONATEUR usufruitier jouira de l'usufruit réservé en "bon père de famille" et aux charges de droit, excepté celles de fournir caution et de faire dresser état des immeubles.

CHARGES ET CONDITIONS PARTICULIERES

1- En ce qui concerne le fonds donné et partagé, les attributaires devront faire leur affaire personnelle de toutes obligations en résultant et supportera toutes les charges, taxes et autres services y relatif.

En cas de besoin, les donataires co-partageants attributaires s'engagent, pour les biens mobiliers d'investissement usagés compris dans le fonds de commerce à continuer d'effectuer, les régularisations éventuelles de la taxe déduite antérieurement et qui auraient été exigibles, en application de l'article 210 et 215 de l'annexe II du C.G.I., si l'ancien exploitant avait continué à utiliser le bien et à soumettre à la T.V.A. les cessions ultérieures.

Enfin, les présentes seront mentionnées au registre du commerce et des sociétés dans les formes et délais prescrits par la loi.

2- Les donataires-copartageant attributaires de parts de société devront procéder aux formalités de publicité nécessaires prévues par la loi et donnent tous pouvoirs à Me de RODAT, Notaire soussigné, pour y parvenir.

DECLARATIONS FISCALES

Le DONATEUR déclare n'avoir consenti avant ce jour aucune donation à l'un ou à l'autre des DONATAIRES-COPARTAGEANTS à quelque titre ou sous quelque forme que ce soit.

Il est ici précisé que les parties reconnaissent avoir été informées par le Notaire soussigné de l'obligation de déclarer toutes les donations antérieures en ce compris les dons manuels, de la possibilité pour l'administration de vérifier cette déclaration et des sanctions applicables en cas de défaut de déclaration.

Par suite, les droits de mutations éventuellement exigibles en vertu des présentes, ont été calculés à partir de la déclaration des parties.

Les DONATAIRES-COPARTAGEANTS requièrent l'application des abattements prévus par la loi.

Que les biens et droits donnés par le DONATEUR sont d'une valeur de 417.258,32 francs revenant pour un tiers à chaque donataire soit 139.086,10 F.

Que les biens et droits partagés comme provenant de la succession de M. MIQUEL Roger sont d'une valeur de 1.426.853,26 francs revenant pour un tiers à chaque co-partageant soit 475.617,75 F.

Que la totalité des biens et droits immobiliers faisant l'objet des présentes ressort à 1.339.562,00 francs.

Enregistrement :

Sur les biens partagés comme provenant de la succession de M. MIQUEL

Assiette générale :	1.426.853 F.
- Taxe de Publicité Foncière (1,00 %) :	14.268 F.
TOTAL :	14.268 F.

Taxe de publicité foncière

Sur les biens immobiliers donnés par Mme KUHN/MIQUEL

Assiette générale :	263.512 F.
- Taxe départementale (0,60 %) :	1.581 F.
- Taxe de recouvrement :	39 F.
TOTAL :	1.620 F.

Formalités d'enregistrement et de publicité foncière

L'acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement puis, publié au bureau des hypothèques compétent, dans les conditions et délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

Le DONATEUR entend n'être garant que de ses faits et promesses personnels.

En conséquence, si lors de l'accomplissement des formalités de publicité foncière, ou postérieurement dans les délais prévus aux articles 2108, 2109 et 2111 du Code Civil pour l'inscription des privilèges immobiliers spéciaux il existe ou survient des inscriptions grevant les immeubles donnés du chef des précédents propriétaires, les DONATAIRES-COPARTAGEANTS ne pourront exercer aucun recours contre le DONATEUR à ce sujet, mais ils seront subrogés dans tous leurs droits et actions de ce dernier.

Et, s'il existe des inscriptions du chef du DONATEUR, elles lui seront simplement dénoncées. Le DONATEUR ne sera pas tenu d'en rapporter immédiatement la radiation, mais il devra rembourser le montant de ces inscriptions lors de l'échéance des titres, et, dans tous les cas, il sera tenu de garantir les DONATAIRES-COPARTAGEANTS de toutes poursuites et actions de la part des créanciers inscrits.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs à tous clercs ou employés de l'Office Notarial désigné en tête des présentes à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux d'état-civil.

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE DES PARTIES

Le DONATEUR et les DONATAIRES-COPARTAGEANTS déclarent confirmer les énonciations figurant en tête des présentes relatives à leur état civil, leur statut matrimonial, et leur résidence.

Ils ajoutent :

- qu'ils sont de nationalité française,
- qu'ils ne sont pas placés sous l'un des régimes de protection prévu par la loi du 3 Janvier 1968 portant réforme des incapables majeurs,

DECLARATIONS SUR LES BIENS DONNES

Le DONATEUR ou les DONATEURS déclarent sous leur propre responsabilité, en ce qui concerne les biens et droits immobiliers donnés :

- qu'ils ne font pas actuellement l'objet d'expropriation,
- qu'ils sont libres de toute inscription, publication ou mention pouvant porter atteinte aux droits des DONATAIRES-COPARTAGEANTS.
- que les parts données sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits des cessionnaires.
- que la S.C.I. MIQUEL n'a jamais effectué d'opérations commerciales de nature à assujettir cette société à l'impôt sur les sociétés.
- qu'il n'existe de leur part aucun obstacle d'ordre légal, contractuel ou judiciaire à la libre disposition des droits donnés;
- Que la S.C.I MIQUEL n'a pas d'employé;
- Que la S.A.R.L. TRANS ROUERGUE MANUTENTION à 9 salariés dont deux stagiaires ;
- Que les sociétés ont toujours respecté la législation fiscale; qu'elles sont présentement à jour de toutes obligations pécuniaires quelconques découlant de leur application et qu'il n'existe aucun contentieux quelconque, actuel ou prévisible;
- Que les sociétés ne sont engagées, à la date de ce jour, dans aucun procès ni menacée de l'être devant les juridictions civile, administrative ou arbitrale.

Dans tous les cas, les donataires-copartageants attributaires des parts de ces sociétés devront les prendre en leur état.

DOMICILE

Les parties font élection de domicile en l'étude du Notaire soussigné.

REMISE DE TITRES

Les DONATAIRES-COPARTAGEANTS seront subrogés dans tous les droits du ou des DONATEURS, pour se faire délivrer, à leurs frais, les anciens titres de propriété, dont ils pourraient avoir besoin concernant les biens à eux donnés.

DECLARATIONS CONCERNANT LES PARTS DE LA S.A.R.L. TRANS ROUERGUE MANUTENTION ET DE LA S.C.I. MIQUEL

Charges et conditions

Les copartageants attributaires des parts des sociétés ci-dessus devront assumer toutes les obligations attachées à leur qualité d'associés, conformément à la loi et aux statuts qu'ils déclarent bien connaître.

Il est précisé qu'il n'a été délivré aucun titre représentatif des parts émises et actuellement données et que leur propriété résultera seulement des statuts ou de tous actes de cessions ultérieurs, tels que le présent acte.

Signification - Agrément

a) En ce qui concerne les parts de la S.A.R.L.

Aux termes des articles 14, 15 bis et 16 des statuts, il a été précisé :

"La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique conformément à l'article 1690 du Code civil.

" I - Les parts sont transmissibles par voie successorale ou au profit des ascendants ou des descendants ou du conjoint...

2 - Néanmoins, les bénéficiaires de cette cession ou transmission, devront être agréés selon la procédure prévue aux paragraphes suivants, après avoir justifié à la gérance de leur qualité à demander leur agrément par la production de l'acte notarié nécessaire à chacun des cas.

" Les parts sociales ne peuvent être cédées à titre gratuit ou onéreux, à des tiers étrangers à la société et le bénéfice de toute transmission selon ce qui a été dit ci-dessus ne peut être acquis, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les 3/4 du capital..."

M. MIQUEL Thierry, gérant de la S.A.R.L. TRANS ROUERQUE MANUTENTION est déjà détenteur de 749 parts. Avec les 749 parts faisant l'objet des présentes, la majorité requise ci-dessus est acquise pour l'agrément.

Par suite la présente donation-partage peut être immédiatement réalisée, sans aucune autre formalité. M. MIQUEL Thierry en sa qualité de gérant de la ladite S.A.R.L. se la tenant pour valablement signifiée et dispense le notaire soussigné d'effectuer cette formalité auprès de la société.

b) En ce qui concerne la S.C.I.

Aux termes de l'article 12 des statuts, il a été précisé :

"...En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les ayants-droit et héritiers de l'associé décédé et éventuellement son conjoint commun en bien, lesquels ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants.

Les héritiers, ayants-droit et conjoint justifieront de leurs qualités dans les trois mois du décès, l'exercice des droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé étant subordonné à la production de cette justification.

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants-droit et conjoint au partage des parts dépendant de la succession de l'associé décédé, éventuellement de la communauté de biens ayant existé entre cet associé et son conjoint, les droits attachés à ces parts seront exercés selon les modalités prévues à l'article 9 ci-devant.

Les héritiers, ayants-droit et conjoint survivant seront considérés comme associés dès qu'ils auront notifié à la société un acte régulier de partage de parts indivises...."

Les enfants de M. MIQUEL étant les seuls autres associés de ladite société, déclarent se tenir les présentes pour valablement signifiées et dispenser le notaire soussigné d'effectuer cette formalité auprès de la société.

De plus, en raison du décès de M. MIQUEL Roger, qui était le gérant de cette S.C.I., tous les associés comparants aux présentes sont d'accord, après concertations, que M. MIQUEL Thierry soit nommé gérant de la société pour une durée indéterminée, ce qui est accepté par ce dernier. Le nouveau gérant exercera ses fonctions conformément aux pouvoirs qui lui sont dévolus aux statuts.

Modifications statutaires

En raison de ce qui vient d'être dit, les associés de chaque société, représentant la majorité requise, décident d'un commun accord d'apporter les modifications suivantes aux statuts :

a) En ce qui concerne la S.A.R.L. TRANS ROUERQUE MANUTENTION**L'article 7 "Capital social" est rédigé comme suit :**

"Le capital social de la société est fixé à la somme de CENT CINQUANTE MILLE FRANCS.

Il est divisé en mille cinq cent parts de cent francs de valeur nominale chacune, toutes entièrement souscrites et libérées et attribuées aux associés dans les proportions suivantes :

- A M. MIQUEL Thierry, à raison de mille cent vingt trois parts, portant les numéros 1 à 90 inclus (donation-partage), 91 à 100 inclus (apports), 101 à 109 inclus (donation-partage), 110 à 149 inclus (cession), 151 à 199 inclus (cession), 201 à 475 inclus (donation-partage) et 851 à 1500 inclus (augmentation de capital), ci	1123 parts
- A M. MIQUEL Olivier, à raison de trois cent soixante quinze parts, portant les numéros 476 à 850 inclus (donation-partage), ci	375 parts
- A Mme MIQUEL Michèle, à raison d'une part portant le numéro 150 (apports), ci	1 part
- A Mme MIQUEL Marie-Claude, à raison d'une part portant le numéro 200 (apports), ci	<u>1 part</u>
Total égal au nombre de parts	1.500 parts

Le reste de l'article est inchangé.

b) En ce qui concerne la S.C.I. MIQUEL**L'article 7 "Capital social" est rédigé comme suit :**

Le capital social est fixé à la somme de DIX MILLE francs.

Il est divisé en CENT parts de cent francs chacune numérotées de 1 à 100, entièrement souscrites et libérées et attribuées aux associés dans les proportions suivantes :

- à M. MIQUEL Thierry, à raison de cinquante parts numérotées de 1 à 49 inclus (donation partage) et 98 (apport) ci	50 parts
- à Mme MIQUEL/LASSAILLY, à raison d'une part n°99, ci	1 part
- à M. MIQUEL Olivier, à raison de quarante neuf parts numérotées 100 (apport) et 50 à 97 inclus, ci	<u>49 parts</u>
Total :	100 parts

Le reste de l'article sans changement.

L'article 13 "Nomination et durée des fonctions" est désormais modifié comme suit :

"...(début de l'article sans changement)

La gérance de la société est assurée par M. MIQUEL Thierry, sans limitation de durée, rétroactivement à compter du 30 septembre 1995.

... (fin de l'article sans changement)."

Les donataires-copartageant attributaires de parts de société devront procéder aux formalités de publicité nécessaires prévues par la loi et donnent tous pouvoirs à Me de RODAT, Notaire soussigné, pour y parvenir.

**INFORMATION RELATIVE A LA REPRESSION DES INSUFFISANCES
ET DISSIMULATIONS - AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime l'intégralité de la ou des soultes convenues, elles reconnaissent avoir été informées par le Notaire soussigné des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le Notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est ni modifié, ni contredit, par aucune contre-lettre contenant une augmentation de la ou des soultes.

DONT ACTE.

LE PRESENT ACTE rédigé sur vingt-six pages,
A été signé par les parties et le Notaire, après lecture,
Aux lieu et date indiqués en tête des présentes.

Approuvés :

Renvois :sans
Mots rayés :sans
Chiffres rayés:sans
Lignes rayées :sans
Barres tirées
dans les blancs:sans

POUR EXTRAIT SUR QUINZE PAGES

MAITRE J. DE RODAT
NOTAIRE
12, place du Ségala
12450 LA PRIMAURE

**TRANS ROUERGUE MANUTENTION
SARL AU CAPITAL DE 150.000 F
SIEGE : LA BOISSONNADE - 12450 - LA
PRIMAUBE
RCS RODEZ B 321 560 120 (81 B 50)**

**STATUTS MIS A JOUR APRES MODIFICATIONS APPORTEES AUX
TERMES D'UN ACTE RECU PAR ME JOSEPH DE RODAT, NOtaire à La Primaube,
commune de Luc (Aveyron) le 29 juillet 1996, enregistré à Rodez le 31 JUILLET 1996,
bordereau 577/5**

STATUTS

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT
ET LE

PARDEVANT Maître Régis LAVILLE, soussigné, notaire
associé de la SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE REGIS
LAVILLE ET JACQUES COMBRET, titulaire d'un Office
Notarial à RODEZ (Aveyron)

ONT COMPARU

NOUVELLE REDACTION

1°) Monsieur MIQUEL Thierry Martin Guy, salarié, époux de
Madame BAUREZ Christine, demeurant à Moussens, commune de Luc
(Aveyron);

Né à Rodez (Aveyron) le 20 décembre 1963.

Marié, en uniques noces avec Mme BAUREZ, sous le régime
conventionnel de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage
reçu par Me Pierre-Adrien GOURCEAUD, Notaire à Rodez (Aveyron) le 18
juillet 1992, préalablement à leur union célébrée à la Mairie de Luc
(Aveyron) le 8 août 1992, sans modification depuis lors.

2°) Monsieur MIQUEL Olivier André Thierry, salarié, célibataire,
demeurant à La Boissonnade, commune de Luc (Aveyron);

Né à Rodez (Aveyron) le 21 janvier 1975.

3° - M

Agissant aux présentes au nom et comme mandataire
de :

- Mademoiselle Michèle, Adrienne, Denise Andrée
MIQUEL,

Employée administrative

demeurant à PARIS (9°) 37 bis rue Rodier

célibataire

née à LEDERGUES (Aveyron) le 21 octobre 1937

en vertu d'un pouvoir sous signatures privées,

en date à PARIS du

demeuré annexé aux présentes après mention

- Mademoiselle Marie Claude Mathilde Anne Marie Victoire
MIQUEL,
employée
demeurant à LEDERGUES (Aveyron)
célibataire
née à LEDERGUES le 6 juin 1945
en vertu d'un pouvoir sous signatures privées en
date à LEDERGUES du
demeuré annexé aux présentes après mention

ELLS, tant en leur nom qu'ès qualités, ont établi ainsi
il suit les statuts d'une Société qu'ils ont convenu de
situer entr'eux.

P R E M I E R E P A R T I E

FORME - OBJET - SIEGE - DENOMINATION - DUREE

TITRE UNIQUE

Article 1 - FORME

Société sera une SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE

sera régie par la loi du 24 juillet 1966, le décret du 23
1967, les textes subséquents qui les ont modifié ou les
modifient, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

Société a pour objet : l'exploitation d'une entreprise de TRAVAUX PUBLICS -
ENTRETIEN - MONTAGE DE CHARPENTES METALLIQUES.

Les transports routiers publics nationaux et internationaux de marchandises. La récupération de déchets
industriels. L'achat, la vente, de tous matériaux ferreux et non-ferreux ainsi que de tous matériels d'occas

effet

la mise en gérance libre de tout fonds de commerce existant
ou à créer ; la mise en gérance libre de tout ou partie des
activités de la société,

l'acquisition, la prise à bail de tous immeubles, droits im-
mobiliers, fonds de commerce, pas de porte ; leur location ;
la cession,

l'acquisition de tous matériels, leur prise à bail, leur
location,

la réalisation de tous travaux, toutes prestations de service

la participation directe ou indirecte dans toute entreprise
par voie de création de société nouvelle, soit par prise
de participation dans la trésorerie ou le capital, soit par
la cession, fusion, concession, cession de branche d'ac-
tion, et plus généralement de toute manière

et toutes les opérations mobilières ou immobilières, commercia-
les, industrielles ou financières se rattachant à l'objet so-
ciété ou susceptible d'en favoriser la réalisation

3.

Article 3 - DENOMINATION

La Société prend la dénomination suivante :

" TRANS ROUERGUE MANUTENTION "

en abrégé : " T.R.M. "

Dans tous les actes et documents émanants de la société et la mettant en rapport avec les tiers, cette dénomination devra être précédée ou suivie des mots " Société A Responsabilité Limitée " ou du sigle " S.A.R.L. " écrits lisiblement, ainsi que de l'indication du capital social.

Article 4 - SIEGE

Le siège de la Société est fixé à LA BOISSONNADE, commune de LUC (Aveyron)

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision de la collectivité des associés représentant les trois/ quarts du capital social.

Article 5 - DUREE

La société est constituée pour une durée de QUATRE VINGT DIX NEUF ANS, sauf prorogation ou dissolution anticipées.

Un an au moins avant la date prévue pour l'expiration de la société, la gérance devra provoquer la réunion d'une assemblée extraordinaire des associés pour décider s'il y a lieu de proroger la durée de la société.

Faute par elle de ce faire, tout associé pourra, après avoir vainement mis en demeure la gérance de le faire, obtenir du Tribunal de Commerce du lieu du siège social la nomination d'un mandataire de justice chargé de provoquer la réunion et la décision ci dessus.

-----o0o-----

DEUXIEME PARTIE

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

CHAPITRE UNIQUE

Article 6 - APPORTS

Il a été fait à la présente société en vue de sa constitution les apports de numéraires suivants :

Par Monsieur MIQUEL : de la somme de six mille francs, ci	6.000,00
---	----------

Par Madame MIQUEL : de la somme de trois mille francs, ci	3.000,00
---	----------

Par Monsieur et Madame MIQUEL au nom de leur fils Thierry : de la somme de mille francs, ci	1.000,00
---	----------

Par M au nom de Mademoiselle Michèle MIQUEL : de la somme de cinq mille francs, ci ...	5.000,00
--	----------

Par Mr au nom de Melle Marie Claude MIQUEL : de la somme de cinq mille francs, ci	5.000,00
---	----------

DES APPORTS : VINGT MILLE FRANCS, ci	20.000,00
	=====

La somme a été déposée pour le compte de la Société en constitution en un compte ouvert à l'agence de RODEZ de la CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE DE PARIS, ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par cet organisme le 15/05/68, annexée aux présentes après mention.

La somme sera reversée au représentant légal de la société après immatriculation de celle-ci au Registre du Commerce et des Sociétés de RODEZ.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

"Le capital social de la société est fixé à la somme de CENT CINQUANTE MILLE FRANCS.

Il est divisé en mille cinq cent parts de cent francs de valeur nominale chacune, toutes entièrement souscrites et libérées et attribuées aux associés dans les proportions suivantes :

- A M. MIQUEL Thierry, à raison de mille cent vingt trois parts, portant les numéros 1 à 90 inclus (donation-partage), 91 à 100 inclus (apports), 101 à 109 inclus (donation-partage), 110 à 149 inclus (cession), 151 à 199 inclus (cession), 201 à 475 inclus (donation-partage) et 851 à 1500 inclus (augmentation de capital), ci 1123 parts

- A M. MIQUEL Olivier, à raison de trois cent soixante quinze parts, portant les numéros 476 à 850 inclus (donation-partage), ci	375 parts
--	-----------

- A Mme MIQUEL Michèle, à raison d'une part portant le numéro 150 (apports), ci	1 part
---	--------

- A Mme MIQUEL Marie-Claude, à raison d'une part portant le numéro 200 (apports), ci	1 part
--	--------

Total égal au nombre de parts	1.500 parts
-------------------------------	-------------

T R O I S I E M E P A R T I E
PARTS SOCIALES - CESSION

CHAPITRE I - PARTS SOCIALES

Article 8 - SOUSCRIPTION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales doivent être souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées.

Elles ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Il est, en outre, interdit à la société d'émettre des valeurs mobilières.

Article 9 - DROITS DES PARTS SOCIALES

A chaque part sociale est attaché le droit de participer aux décisions collectives dans les conditions fixées par la loi et les présents statuts.

Chaque part sociale donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une quotité proportionnelle au nombre des parts existantes.

Article 10 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Les associés exercent leurs droits de communication dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. En particulier, tout associé a le droit :

1. D'obtenir à toute époque, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La société doit annexer à ce document la liste des gérants, et, le cas échéant, des commissaires aux comptes en exercice, et ne peut, pour cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieure à celle fixée par la réglementation en vigueur.

2. A toute époque, de prendre par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices :

- compte d'exploitation générale,
- compte de pertes et profits,
- bilan,
- inventaire,
- rapports soumis aux assemblées,
- procès-verbaux de ces assemblées.

Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

A cette fin, il peut se faire assister d'un expert inscrit sur une des listes établies par les Cours et Tribunaux.

3. De prendre connaissance ou copie pendant le délai de quinze jours qui précède toute assemblée :

- du texte des résolutions proposées,
- du rapport de la gérance,
- du rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant.

Article II - CONTRIBUTION AUX PERTES

La société est seule responsable du passif social et ses créanciers ont pour seul gage le patrimoine social. Le tribunal de commerce peut, cependant, en cas d'insuffisance d'actif et à la demande du syndic de la liquidation des biens ou de l'administrateur au règlement judiciaire, attribuer la totalité ou une partie des dettes sociales à la charge des associés ou de certains d'entre eux avec ou sans solidarité, s'ils ont participé effectivement à la gestion de la société. Les associés sont toutefois exonérés de cette responsabilité s'ils prouvent qu'ils ont apporté à la gestion des affaires sociales toute l'activité et la diligence d'un mandataire salarié.

Article I2 - INDIVISIBILITE - EXERCICE DES DROITS ATTACHES AUX PARTS

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les associés. A défaut d'entente il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Sauf convention contraire régulièrement portée à la connaissance de la société, le droit de vote attaché à chaque part et, par conséquent, le droit de prendre part aux décisions collectives, appartient au nu-propriétaire pour les décisions visées aux articles 45 et 60 de la loi N° 66-37 du 24 juillet 1966, et à l'usufruitier dans tous les autres cas.

Le droit de prendre communication et copie précisé à l'article I0 ci-dessus, appartient indistinctement à l'usufruitier et au nu-propriétaire.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs parts pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution de parts à l'occasion d'une opération telle que réduction du capital, augmentation de capital par incorporation de réserves, les droits sociaux isolés ou en nombre inférieur à celui requis, ne donnent aucun droit à leur propriétaire contre la société, les associés devant à faire dans ce cas, leur affaire personnelle du groupement du nombre de parts nécessaire.

Article I3 - DECES - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès de l'un des associés, son incapacité, son interdiction, sa faillite ou sa déconfiture.

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers ou représentants de l'associé décédé, sauf ce qui pourrait être dit ci-après au chapitre II, mais ces derniers doivent justifier de leur qualité avant de pouvoir exercer leurs droits d'associés. Les héritiers, représentants ou créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune façon dans son administration.

CHAPITRE II - CESSION DE PARTS SOCIALES

Article 14 - FORME DES CESSIONS

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique conformément à l'article 1690 du Code civil.

Article 15 - CESSIONS ET TRANSMISSIONS ENTR' ASSOCIES

Les parts sont librement cessibles et transmissibles, à titre gratuit ou onéreux, entre les associés.

Article 15 bis - RESTRICTIONS

I. Les parts sont transmissibles par voie successorale au profit des ascendants ou des descendants ou du conjoint, ou, en cas de liquidation de communauté de biens entr'époux, au profit du conjoint ; elles sont également cessibles entr'époux sous réserve de l'application de l'article 1595 du Code Civil.

2. Néanmoins, les bénéficiaires de cette cession ou transmission, devront être agréés selon la procédure prévue aux paragraphes suivants, après avoir justifié à la gérance de leur qualité à demander leur agrément par la production de l'acte notarié nécessaire à chacun des cas.

Article 16 - CESSIONS OU TRANSMISSIONS NECESSITANT UN AGREMENT PREALABLE

I. PRINCIPE

Les parts sociales ne peuvent être cédées à titre gratuit ou onéreux, à des tiers étrangers à la société, et le bénéfice de toute transmission selon ce qui a été dit ci-dessus, ne peut être acquis, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les 3/4 du capital social.

2. RESTRICTIONS

Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entr'époux ou de donation au profit d'un conjoint, ascendant ou descendant, l'associé cédant ne peut, s'il ne détient ses parts depuis au moins deux ans, se prévaloir des dispositions ci-après lui permettant de réaliser la cession initialement prévue malgré un refus d'agrément, si celui-ci n'a pas été suivi dans le délai imparti, d'un rachat des parts offertes par les associés ou par des tiers désignés par eux.

3. PROCEDURE

A cet effet, le cédant doit notifier le projet de cession ou l'acte lui donnant vocation à la propriété des parts à la société et à chacun des associés, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant :

Le nom, prénoms et adresse du cessionnaire ou titulaire
présent,

Le nombre de parts dont la cession est envisagée ou la
transmission proposée,

Le prix de la cession, éventuellement.

Dans le délai de huit jours à compter de la réception de la
notification, la gérance doit convoquer l'assemblée
des associés, pour qu'ils délibèrent sur le projet de ces-
sion des parts sociales.

Les associés réunis en assemblée à l'initiative de la gé-
rance, statuent sur la demande d'agrément dans le délai
maximum de trois mois à compter de la dernière des notifi-
cations ci-dessus prévues.

La décision de la société est notifiée au cédant ou au ti-
tulaire éventuel par lettre recommandée avec demande d'avis
de réception.

AGREMENT

L'agrément résulte, soit de la notification de la décision
de la société ci-dessus prévue, soit du défaut de réponse
dans le délai de trois mois à compter de la dernière des
notifications faites à la société et à chacun des associés.

REFUS D'AGREMENT - RACHAT

Dans le cas de refus d'agrément, les associés sont tenus, dans
un délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquiescer
ou de faire acquiescer les parts à un prix fixé dans les
conditions ci-après prévues.

Sur la requête de la gérance, ce délai peut être prolongé
une seule fois par ordonnance du président du tribunal de
commerce du lieu du siège social sans que cette prolonga-
tion puisse excéder six mois.

La faculté de rachat prévue au présent article en faveur,
soit des associés ou de tiers, soit de la société, doit
porter sur la totalité des parts à céder.

REPARTITION DES PARTS PREEMPTES

Dans le cas de demandes émanant des associés et excédant le nom-
bre des parts offertes et à défaut d'entente entre les de-
mandeurs, il est procédé par la gérance à une répartition
des parts entre lesdits demandeurs, proportionnellement à
leur part dans le capital social et dans la limite de leur
demande.

REDUCTION DE CAPITAL

Principe

La société peut également, avec le consentement de l'asso-
cié cédant, décider, dans le délai de trois mois à compter
du refus d'agrément, de réduire son capital du montant des
parts de l'associé cédant et de racheter ces parts à un
prix fixé dans les conditions ci-après prévues.

Procédure

La réduction du capital est décidée par l'assemblée des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts et sa réalisation emporte annulation des parts rachetées.

A défaut du consentement de l'associé cédant exprimé préalablement à la réunion de l'assemblée ou au cours de celle-ci, la décision de la société de racheter les parts et de réduire son capital est notifiée à l'associé cédant par la gérance, soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le délai de 10 jours.

L'associé cédant doit faire connaître à la société, soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les 10 jours de la notification de la décision de la société, s'il donne ou non son consentement au rachat des parts par la société.

A défaut de réponse dans le délai prévu, le consentement de l'associé cédant est réputé refusé.

Délai de paiement

Si l'associé cédant donne son consentement au rachat par la société, un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par ordonnance du président du tribunal de commerce du lieu du siège social statuant en référé.

Dans ce cas, les sommes dues à terme portent intérêts au taux légal en matière commerciale.

8. FIXATION DU PRIX

Dans tous les cas prévus au présent article, le prix des parts est déterminé par un expert désigné, soit par les parties, soit à défaut d'accord entr'elles, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête de la partie la plus diligente en la forme des référés et sans recours possible.

9. DEFAUT DE RACHAT

Si à l'expiration du délai imparti pour l'acquisition des parts par les associés ou par des tiers désignés par la société, ou encore pour leur rachat par cette dernière, aucune des solutions n'est intervenue, le cédant peut réaliser la cession initialement prévue.

Article 17 - EFFETS DES CESSIONS

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par les associés.

CHAPITRE III - NANTISSEMENT DES PARTS

Article 18

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

Pour l'application de la présente clause, le projet de nantissement doit être notifié par l'associé intéressé à la société et à chacun des associés, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La décision relative au projet de nantissement est proposée, prise et notifiée, dans les mêmes conditions de délai, de forme, de quorum et de majorité, qu'en matière d'agrément de cessionnaire de parts sociales étranger à la société.

Si la société n'a pas été consultée ou si elle a refusé son consentement au projet de nantissement, les dispositions de l'article 16 des présents statuts sont applicables sans l'agrément de l'adjudicataire des parts nanties en cas de réalisation forcée de ces dernières.

-----oOo-----

CHAPITRE I - AUGMENTATION DE CAPITALArticle 19 - PRINCIPES

Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes.

Les parts nouvelles sont libérées, soit en numéraire, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émissions, soit par apports en nature.

Toute augmentation de capital fait l'objet d'une décision collective des associés prise dans les conditions prévues aux articles 34 et 35 des présents statuts.

Toutefois, en cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en espèces, la décision doit être prise à l'unanimité.

Il peut être créé des parts avec prime. Dans ce cas, la décision collective des associés portant augmentation de capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

Article 20 - AUGMENTATION DE CAPITAL EN NUMERAIRE

En cas d'augmentation de capital en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts doivent faire l'objet, dans les huit jours de leur réception, d'un dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations, chez un notaire ou dans une banque.

Le retrait des fonds provenant des souscriptions ne peut être effectué par le mandataire de la société que trois jours francs au moins après leur dépôt.

Article 21 - AUGMENTATION DE CAPITAL PAR APPORTS EN NATURE

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature.

Il y est procédé au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports, préalablement nommé par ordonnance du président du tribunal de commerce du lieu du siège social statuant sur requête de la gérance.

CHAPITRE II - REDUCTION DU CAPITALArticle 22Principe

L'achat de ses propres parts par la société est interdit.

Toutefois, l'assemblée qui a décidé une réduction de capital non motivée par des pertes, peut autoriser le gérant à acheter un nombre déterminé de parts sociales pour les annuler.

La réduction du capital est autorisée par l'assemblée des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts.

Dans aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

L'achat doit être réalisé dans le délai de trois mois à compter de l'expiration du délai d'opposition.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la loi doit être suivie, dans un délai d'un an, d'une augmentation ayant pour effet de le porter au minimum, à moins que, dans le même délai, la société n'ait été transformée en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société, après avoir mis les représentants de la société en demeure de régulariser la situation. Cette mise en demeure est adressée à la société par acte extrajudiciaire.

L'action en dissolution n'est recevable que deux mois après la mise en demeure restée infructueuse.

Contrôle

Si il existe des commissaires aux comptes, le projet de réduction de capital leur est communiqué 45 jours francs au moins avant la date de la réunion de l'assemblée des associés appelée à statuer sur ce projet. Ils font connaître à l'assemblée leur appréciation sur les causes et conditions de la réduction.

Oppositions

Lorsque l'assemblée approuve un projet de réduction de capital, non motivé par des pertes, les créanciers dont la créance est antérieure à la date de dépôt au Greffe du Tribunal de commerce du lieu du siège social du procès-verbal de la délibération décidant la réduction, peuvent former opposition à la réduction par acte extrajudiciaire signifié à la société.

Le délai d'opposition des créanciers à la réduction du capital est d'un mois à compter de la date de dépôt au Greffe du procès-verbal de la délibération qui a décidé la réduction.

Les oppositions sont portées devant le tribunal de commerce du lieu du siège qui statue sur le rejet des oppositions et ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution des garanties si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes.

Les opérations de réduction de capital ne peuvent commencer pendant le délai d'opposition.

C I N Q U I E M E P A R T I E
ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

CHAPITRE UNIQUE

Article 23 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés, sans ou avec limitation de la durée de leur mandat. Dans ce dernier cas, le ou les gérants statutaires sont nommés en vertu d'une décision prise par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les gérants doivent consacrer aux affaires sociales tout le temps et tous les soins nécessaires.

Article 24 - POUVOIRS DE LA GERANCE

Vis à vis des tiers

Le gérant ou chacun des gérants engage la société par les actes entrant dans l'objet social.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Entr'associés

I. Principe : dans leurs rapports avec les associés, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus dont ils peuvent, s'ils sont plusieurs, user ensemble ou séparément, pour faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

2. Délégation de pouvoir : le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 25 - REVOCATION DES GERANTS

Les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Outre, les gérants sont révocables par les tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé.

Article 26 - REMUNERATION DE LA GERANCE

En titre de rémunération de ses fonctions et en raison de sa responsabilité, chacun des gérants a droit à un traitement qui sera fixé par une décision ordinaire des associés, ainsi qu'au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement. Ces sommes seront portées aux dépenses d'exploitation de la société.

Article 27 - CONVENTIONS ENTRE LE GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

PRINCIPE

La gérance doit aviser le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues directement ou par personne interposée, entre l'un des gérants ou des associés et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions.

Lorsque l'exécution des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est également informé de cette situation et de ses résultats dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Ces dispositions ci-après s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la présente société.

RAPPORT

La gérance, ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur ces conventions.

Le rapport contient :

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés,
- le nom des gérants et associés intéressés,
- la nature et l'objet desdites conventions,
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées, et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées,
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice, en exécution des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs.

3. DECISION

L'assemblée statue sur ce rapport.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

4. EFFET

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Article 28 - CONVENTIONS INTERDITES

Il est interdit aux gérants et aux associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des gérants ou des associés, ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 29 - RESPONSABILITE DES GERANTS

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement, selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la loi, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Outre l'action en réparation du préjudice subi personnellement, les associés, soit individuellement, soit en se groupant, s'ils représentent le dixième au moins du capital social, et en chargeant un ou plusieurs d'entr'eux de les représenter, tant en demande qu'en défense, peuvent intenter l'action sociale en responsabilité contre les gérants. Aucune décision de l'assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour faute commise dans l'accomplissement de leur mandat. En cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire de la société, le tribunal de commerce peut, s'il y a insuffisance d'actif et à la demande du syndic de la liquidation de biens ou de l'administrateur au règlement judiciaire, mettre la totalité ou une partie des dettes sociales à la charge des gérants ou de certains d'entr'eux avec ou sans solidarité. Les gérants sont exonérés de la responsabilité prévue s'ils prouvent qu'ils ont apporté à la gestion des affaires sociales toute l'activité et la diligence d'un mandataire salarié.

-----o0o-----

S I X I È M E P A R T I E

CONTROLE DE LA SOCIETE

CHAPITRE UNIQUE

Article 30 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

NOMINATION

Nomination Volontaire

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes chargés du contrôle de la société et remplissant les conditions d'éligibilité prévus par la loi.

Nomination obligatoire

Lorsque le capital de la société vient à excéder trois cent mille francs, il sera nommé au moins un commissaire aux comptes.

Si il n'a pas été procédé à la nomination d'un commissaire, dans le cas où la nomination de celui-ci est obligatoire, tout associé peut demander au président du tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant en référé, la désignation d'un commissaire aux comptes, les gérants dûment appelés. Le mandat ainsi conféré prend fin lorsqu'il a été survenu par décision collective des associés à la nomination d'un commissaire.

Nomination judiciaire

Même si le capital social n'excède pas trois cent mille francs, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée au président du tribunal de commerce du lieu du siège social statuant par ordonnance, en la forme des référés, par un ou plusieurs associés représentant au moins le cinquième du capital social.

RECUSATION - REVOCATION

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, en justice, récuser un ou plusieurs commissaires aux comptes désignés par décision collective des associés et demander la désignation d'un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exerceront leurs fonctions en leur lieu et place. A peine d'irrecevabilité, la récusation est portée devant le président du tribunal de commerce du lieu du siège social dans le délai de trente jours francs à compter de la désignation contestée.

Il est fait droit à la demande, les commissaires aux comptes ainsi désignés ne pourront être révoqués, avant l'expiration normale de leurs fonctions, que par décision de justice.

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions par les associés dans les mêmes conditions que celles de leur nomination.

DUREE DES FONCTIONS

Les commissaires aux comptes sont nommés pour une durée de trois exercices, par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, peuvent être désignés par décision collective des associés.

Le commissaire aux comptes nommé par l'assemblée en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

Article 31 - ATTRIBUTIONS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les commissaires aux comptes effectuent les vérifications et contrôles et établissent les rapports prévus par la loi.

Si plusieurs commissaires aux comptes sont en fonction, ils peuvent procéder séparément à leurs investigations, vérifications et contrôles, mais ils établissent un rapport commun. En cas de désaccord entre les commissaires, le rapport indique les différentes opinions exprimées.

Les commissaires aux comptes sont avisés, au plus tard en même temps que les associés, des assemblées ou consultations.

Ils sont avisés, en outre, par la gérance, des conventions visées à l'article 27 des présents statuts, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions, ainsi que des mêmes conventions conclues au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours du dernier exercice, dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Ils ont accès aux assemblées.

Le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan, établis par les gérants, doivent être tenus à la disposition des commissaires aux comptes, 45 jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

Article 32 - REMUNERATION

Les honoraires des commissaires aux comptes qui sont à la charge de la société, sont fixés conformément à la loi.

Article 33 - RESPONSABILITE

Les commissaires aux comptes sont responsables, tant à l'égard de la société que des tiers, des conséquences dommageables, des fautes et négligences par eux commises dans l'exercice de leurs fonctions, dans les termes de la loi.

-----o0o-----

CHAPITRE I - FORME - MAJORITESArticle 34 - FORMES

Les décisions collectives sont prises en assemblées.

Article 35 - MAJORITES

Les décisions collectives ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués une seconde fois, et les décisions sont alors prises à la majorité des votes émis quelle que soit la partie du capital représentée.

Cependant :

la révocation d'un gérant doit toujours être décidée par des associés représentant plus de la moitié du capital social,

les cessions de parts au profit de tiers étrangers à la société sont autorisées par la majorité des associés représentant au moins les 3/4 du capital social, sous réserve des dispositions de l'article 16 des présents statuts,

les modifications des statuts sont décidées par des associés représentant au moins les 3/4 du capital social, le changement de la nationalité de la société et l'augmentation de l'engagement des associés ne peuvent être décidés si ce n'est à l'unanimité de tous les membres de la société.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS COMMUNES AUX DIVERSES ASSEMBLEESArticle 36 - CONVOCATION

Les associés, appelés à statuer en assemblée générale sont convoqués par la gérance, ou, à défaut, par le commissaire aux comptes.

Un ou plusieurs associés, représentant au moins le 1/4 en nombre et en capital, ou la moitié en capital, peuvent demander la réunion de l'assemblée.

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce du lieu du siège, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

La convocation est faite par lettre recommandée, indiquant l'ordre du jour, 15 jours francs au moins avant la réunion de l'assemblée.

Article 37 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement, sans qu'il ait lieu de se reporter à d'autres documents.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

Article 38 - REUNION DE L'ASSEMBLEE

L'assemblée se réunit au siège social ou en tout autre lieu fixé dans l'avis de convocation.

Elle est présidée par le gérant ou par l'un d'eux s'ils sont plusieurs.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptant, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Article 39 - ASSISTANCE ET REPRESENTATION A L'ASSEMBLEE

Chaque associé a le droit de participer à l'assemblée et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Chaque associé peut se faire représenter pour la totalité de ses parts à l'assemblée par un mandataire associé ou par son conjoint.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Article 40 - PROCES-VERBAUX

La délibération de l'assemblée et constatée par un procès-verbal qui mentionne :

- la date et le lieu de la réunion,
- les nom, prénoms et qualité du président,
- les nom et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun,
- les documents et rapports soumis à l'assemblée,
- un résumé des débats,
- le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Ils sont établis et signés par les gérants, et, le cas échéant, par le président de séance, sur un registre spécial tenu au siège social, côté et paraphé, ou sur feuilles mobiles numérotées, paraphées, scellées et enliassées, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret N° 67.236 du 23 mars 1967.

Les copies ou extraits de ces décisions sont signés par le gérant ou un seul d'entr'eux s'ils sont plusieurs.

Après la dissolution de la société et pendant la période de liquidation, ces copies ou extraits sont signés par le liquidateur, ou, s'ils sont plusieurs, par un seul d'entr'eux.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX ASSEMBLEES

STATUANT SUR LES COMPTES SOCIAUX

Article 41 - EPOQUE DE LA REUNION

Chaque année il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice, une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice.

Article 42 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan, établis par les gérants, sont soumis à l'approbation de l'assemblée. A cette fin, le texte des résolutions proposées, et, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes, ainsi que les documents ci-dessous visés, à l'exception de l'inventaire, sont adressés aux associés, 15 jours au moins avant la date de l'assemblée ; l'inventaire est tenu dans le même délai au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

En outre, compte de cette communication, tout associé a le droit de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre au cours de l'assemblée générale.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX ASSEMBLEES AU-

TRES QUE CELLES STATUANT SUR LES COMPTES SOCIAUX

Article 43

En outre, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés, 15 jours francs au moins avant la date de l'assemblée.

En outre, pendant le délai de 15 jours qui précède l'assemblée, les mêmes documents sont tenus au siège social à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

-----o0o-----

CHAPITRE UNIQUEArticle 44 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le premier avril.

Par exception, le premier exercice social comprendra la période comprise entre le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et le trente un mars mil neuf cent quatre vingt deux.

Article 45 - DOCUMENTS COMPTABLES

A la clôture de chaque exercice, les gérants dressent :

- l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date,
- le compte d'exploitation générale,
- le compte de pertes et profits,
- le bilan.

Ils établissent un rapport écrit sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan sont établis, chaque exercice, selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis, est mentionné en suite du bilan.

Le rapport de la gérance expose la méthode adoptée pour l'évaluation des biens de la société dans l'inventaire et le bilan. Si d'autres méthodes que celles prévues par les dispositions en vigueur ont été utilisées pour l'évaluation des biens de la société dans l'inventaire et le bilan, il en est fait mention dans le rapport de la gérance.

Article 46 - AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, il est procédé aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan son sincère.

La dépréciation de la valeur d'actif des immobilisations, qu'elle soit causée par l'usure, le changement des techniques ou toute autre cause, doit être constatée par des amortissements.

Les moins-values sur les autres éléments d'actif et les pertes et charges probables doivent faire l'objet de provisions.

Les frais de constitution de la société sont amortis avant toute distribution de bénéfices.

Les frais d'augmentation de capital sont amortis au plus tard à l'expiration du cinquième exercice suivant celui au cours duquel ils ont été engagés. Ces frais peuvent être imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à cette augmentation.

Article 47 - BENEFICES - RESERVES

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice sous déduction des frais généraux et autres charges de la société y compris tous amortissements et provisions.

Il est fait, sur les bénéfices nets de l'exercice diminués en cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement de cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale jusqu'à ce que cette réserve ait atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires.

Article 48 - DIVIDENDES

Après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes sommes qu'elle juge convenables de prélever sur le bénéfice distribuable pour être reportés à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

L'assemblée générale peut, après constatation de l'existence de réserves à sa disposition, décider, en outre, la mise en distribution de sommes prélevées sur ces réserves. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants, proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

Article 49 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'assemblée générale fixe les modalités de mise en paiement des dividendes.

À défaut, ces modalités sont fixées par la gérance.

Outrefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice. La prolongation de ce délai peut être accordée par ordonnance du président du tribunal de commerce au lieu du siège social statuant sur requête de la gérance.

-----o0o-----

N E U V I E M E P A R T I E
TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

CHAPITRE UNIQUE

Article 50

I. SOCIETE ANONYME.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts, si la société n'a établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices.

Toutefois, et sous ces mêmes réserves, la transformation en société anonyme peut être décidée par les associés représentant la majorité du capital social, si l'actif net figurant au dernier bilan excède cinq millions de francs. La décision est précédée du rapport d'un commissaire aux comptes sur la situation de la société.

Elle doit se transformer en société anonyme dans le délai de deux ans si elle vient à comprendre plus de cinquante associés. A défaut elle est dissoute, à moins que pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à cinquante.

2. AUTRES SOCIETES

La transformation de la société en société en nom collectif ou en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés.

-----oOo-----

CHAPITRE I - DISSOLUTIONArticle 51 - DISSOLUTION ANTICIPEE

La dissolution anticipée peut être prononcée à toute époque par décision collective des associés statuant à la majorité exigée pour la modification des statuts.

Article 52 - PERTE DES TROIS/QUARTS DE L'ACTIF SOCIAL

En cas du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net de la société devient inférieur au quart du capital social, le gérant est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant dû apparaître cette perte, de consulter les associés afin de décider ou non de la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société dispose d'un délai expirant à la clôture du deuxième exercice social suivant celui au cours duquel ont été constatées les pertes, pour :

Soit reconstituer l'actif net à concurrence d'une valeur au moins égale au quart du capital social,
Soit de réduire le capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves sans pouvoir abaisser ce capital au-dessous du minimum fixé par la loi.

La décision est prise par le gérant, ou le commissaire aux comptes s'il y a lieu, de provoquer cette décision ou encore si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

CHAPITRE II - LIQUIDATIONArticle 53 - PRINCIPES

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause qu'elle intervienne.

La dénomination doit être suivie de la mention "société en liquidation". Cette mention ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers et notamment sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

Article 54 - ORGANES DE LA LIQUIDATION

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction auxquels il est adjoint, si les associés le jugent utile, un ou plusieurs liquidateurs nommés par un ou plusieurs d'entr'eux représentant plus de la moitié du capital social.

LES LIQUIDATEURS

Si plusieurs liquidateurs ont été nommés et sauf disposition contraire de l'acte de nomination, ils peuvent exercer leurs fonctions séparément. Toutefois ils établissent et présentent leurs rapports en commun.

25
La rémunération des liquidateurs est fixée par la décision qui les nomme. A défaut, elle l'est par le président du Tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du liquidateur intéressé.

Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les modalités prévues pour leur nomination.

2. LES ASSEMBLEES

La collectivité des associés conserve pendant la période de liquidation les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale.

Les assemblées générales sont présidées par l'un des liquidateurs ou par une personne désignée par l'assemblée. Le ou les associés liquidateurs peuvent prendre part au vote.

3. LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

La dissolution de la société ne met pas fin aux fonctions du commissaires aux comptes s'il en existe.

4. POUVOIRS

Le ou les liquidateurs représentent la société. Ils sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Les restrictions à ces pouvoirs résultant de l'acte de nomination ne sont pas opposables aux tiers.

Toutefois, la cession globale de l'actif de la société ou l'apport de cet actif à une autre société, notamment par voie de fusion, doit être autorisée par décision collective des associés statuant à la majorité exigée pour la modification des statuts.

Le ou les liquidateurs sont habilités à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

Après l'acquit du passif et les charges sociales, le produit net de la liquidation est employé tout d'abord à rembourser le montant des parts sociales si ce remboursement n'a pas encore été opéré. Le surplus est réparti entre les associés gérants ou non gérants, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

5. APPROBATION

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

A défaut, tout associé peut demander au président du tribunal de commerce statuant en référé, la désignation d'un mandataire chargé de procéder à la convocation.

Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes du ou des liquidateurs, il est statué par le tribunal de commerce à la demande de ceux-ci ou de tout intéressé.

6. RESPONSABILITE

Le ou les liquidateurs sont responsables à l'égard de la société et des tiers des conséquences dommageables des fautes par eux commises dans l'exercice de leurs fonctions.

CHAPITRE I - CONTESTATIONSArticle 55 - TRIBUNAUX COMPETENTS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-mêmes relativement aux affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestations, tout associé est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal compétent du lieu du siège social, et toutes assignations ou significations sont régulièrement faites à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au parquet du tribunal de grande instance du lieu du siège social.

CHAPITRE II - DIVERSArticle 56

Les associés reconnaissent être en possession d'un exemplaire sur papier libre des présents statuts.

Article 57 - NOMINATION DU GERANT

Les associés nomment comme Gérant de la Société, pour une durée illimitée

Monsieur Thierry MIQUEL, comparant

qui déclare accepter ces fonctions et n'être frappé d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance pouvant interdire cette nomination.

Article 58 - ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE
EN FORMATION

Les associés déclarent qu'il n'a été accompli aucun acte pour le compte de la société en formation.

Article 59 - POUVOIRSI. IMMATRICULATION

Les associés donnent tous pouvoirs nécessaires au porteur d'extraits ou expéditions des présentes à l'effet d'effectuer toutes formalités de publicités légales et parvenir à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

2. GESTION

Les associés donnent tous pouvoirs nécessaires au gérant nommé à l'effet de réaliser tous les actes et engagements commerciaux normaux entrant dans le cadre de l'objet social.

Ces actes et engagements seront, après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire

appelée à statuer sur les comptes du premier exercice social.

Leur approbation emportera, de plein droit, reprise de ces actes et engagements par la société.

3. GERANCE LIBRE

Les associés soussignés, donnent, par ces présentes, tant en leur nom qu'ès qualités, pouvoir à

M

A l'effet de, au nom et pour le compte de ladite société avant son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés,

Prendre en gérance libre de Monsieur Roger MIQUEL, le fonds d'industrie et de commerce de " TRAVAUX PUBLICS MANUTENTION - MONTAGE DE CHARPENTES " sis et exploité à La Boissonnade, commune de LUC, en ce compris tout matériel, Se faire consentir le bail des locaux nécessaires à titre d'accessoire

Fixer le montant de la redevance de gérance ; convenir de son mode de paiement et de sa variabilité s'il y a lieu, Stipuler toutes conditions ordinaires et de droit en pareille matière,

Faire effectuer toutes formalités de publicité

Aux effets ci dessus, passer et signer tous actes et pièces et généralement faire le nécessaire.

DONT ACTE SUR VINGT SEPT PAGES

Fait et passé à RODEZ

En l'Etude,

Lecture faite, les comparants tant en leur nom qu'ès qualités ont signé avec le notaire.